



**KPMG Sénégal**

Immeuble Horizons S.A.  
83, Boulevard de la République 3<sup>ème</sup>  
Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27  
Télécopie : + 221 33 822 17 02  
NINEA : 22486242 S 3 RC : SN -DKR -2003- B 4429

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE  
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA  
GESTION 2012**

**GROUPE IV  
AUTORITE CONTRACTANTE :  
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE  
ET DE L'ASSAINISSEMENT**

**RAPPORT DEFINITIF**

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics  
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber  
BP 11303 - Dakar - Sénégal

*Ce document contient 51 pages (incluant celle-ci)*

***Réf. : NDS/SP/DSD/2014-110***



## SOMMAIRE

<b>1. SYNTHÈSE</b>	<b>6</b>
<b>1.1 Déroulement de la mission</b>	<b>6</b>
1.1.1 Contexte général	6
1.1.2 Modalités d'intervention	7
1.1.2.1 Audit de la passation	7
1.1.2.2 Audit de l'exécution physique	8
<b>1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics</b>	<b>9</b>
<b>1.3 Constats de l'audit</b>	<b>10</b>
1.3.1 Échantillons	10
1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés	11
1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés	12
1.3.4 Cas de fractionnement potentiel	13
1.3.5 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière	13
<b>1.4 Recommandations</b>	<b>14</b>
<b>1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2011</b>	<b>15</b>
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT</b>	<b>16</b>
<b>2.2 Rappel des termes de références</b>	<b>16</b>
2.2.1 Contexte de la mission	16
2.2.2 Objectifs de la mission	17
2.2.2.1 Objectif principal	17
2.2.2.2 Objectifs spécifiques	17
2.2.3 Périmètre de la mission	18
<b>2.3 Méthodologie de mise en œuvre</b>	<b>19</b>
2.3.1 Approche contradictoire	19
2.3.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention	20
<b>2.4 Description des travaux d'audit</b>	<b>21</b>
2.4.1 Audit de la passation des marchés	21
2.4.1.1 Revue des textes	21
2.4.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés	21
2.4.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.	22
2.4.2 Audit de l'exécution financière des marchés	23
2.4.3 Audit technique	23
<b>2.5 Constitution de l'échantillon d'audit</b>	<b>23</b>
2.5.1 Échantillon pour les aspects liés à la passation	23
2.5.2 Échantillon pour l'audit technique	23
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES</b>	<b>24</b>
<b>3.1 Rappels</b>	<b>24</b>
3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	24
3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	24
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel	26
3.1.2 Principes	27
3.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	27
3.1.2.2 Durée des marchés (article 14 du CMP)	27
3.1.2.3 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	28

3.1.2.4	Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 012785 pris en application de l'article 140 du CMP)	28
3.1.2.5	Signature des marchés (articles 27, 28 du CMP)	29
3.1.2.6	Approbation des marchés (article 29 du CMP)	30
3.1.3	Procédures	31
<b>3.2</b>	<b>Constats relatifs au dispositif des marchés publics</b>	<b>32</b>
3.2.1	Responsabilité des MO et MOD	32
3.2.1.1	Modalités de fonctionnement de la CPM	32
3.2.1.2	Capacité de lancer des mises en concurrence	33
3.2.2	Exercice des contrôles	33
3.2.2.1	Rappels	33
3.2.2.2	Exercice des contrôles	33
3.2.2.3	Fonctionnement de la Commission des Marchés	35
3.2.3	Rappel relatif à la régulation	35
<b>4.</b>	<b>AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES</b>	<b>36</b>
<b>4.1</b>	<b>Constats généraux</b>	<b>36</b>
4.1.1	Constats de carence documentaire	36
4.1.1.1	Carence documentaire concernant la passation	36
4.1.1.2	Carence documentaire concernant l'exécution financière	36
4.1.2	Fractionnements potentiels	37
4.1.2.1	Rappels	37
4.1.2.2	Évaluation des fractionnements potentiels	37
<b>4.2</b>	<b>Audit de la passation des marchés</b>	<b>37</b>
4.2.1.1	Dossier d'appel à la concurrence	37
4.2.1.2	Rappels	37
4.2.2	Constats sur le dossier d'appel à la concurrence	39
4.2.2.1	Commentaire	39
4.2.3	Constat sur les lettres d'invitation des candidats	39
4.2.3.1	Commentaire	39
4.2.4	Constat sur la réception et le dépouillement des offres	39
4.2.4.1	Commentaire	39
4.2.5	Constat sur l'évaluation des offres et l'attribution des marchés	39
4.2.5.1	Commentaire sur l'évaluation des offres	39
4.2.5.2	Commentaire sur l'Attribution des marchés	40
4.2.5.3	Commentaire sur l'évaluation des offres	40
4.2.5.4	Commentaire sur l'Attribution des marchés	40
4.2.6	Cas particulier des marchés passés par entente directe	40
4.2.6.1	Rappels	40
4.2.6.2	Commentaires	42
4.2.7	Délais de passation des marchés	42
4.2.7.1	Rappels	42
4.2.7.2	Constats	43
<b>4.3</b>	<b>Audit de l'exécution financière</b>	<b>43</b>
4.3.1	Consistance des travaux d'audit du volet financier	43
4.3.1.1	Concernant l'engagement	43
4.3.1.2	Concernant le contrôle de la certification et du service fait	43
4.3.1.3	Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses	43
4.3.1.4	Limites de l'audit de l'exécution financière	43
4.3.2	Constats d'audit sur le volet d'exécution financière	43
4.3.2.1	Production et gestion des garanties contractuelles	43
4.3.2.2	Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses	44
4.3.2.3	Réception et paiement des prestations	44

<b>4.4</b>	<b>Audit de l'exécution physique</b>	<b>44</b>
<b>5.</b>	<b>ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES</b>	<b>45</b>
<b>5.1</b>	<b>Liste des Ententes Directes</b>	<b>45</b>
<b>5.2</b>	<b>Liste des DRP</b>	<b>51</b>

## ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation des Marchés
<b>AOO</b>	Appel d'Offres Ouvert
<b>AOR</b>	Appel d'Offres Restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>BL</b>	Bordereau de Livraison
<b>CFAA</b>	Country Financial Accountability Assessment
<b>CM</b>	Commission des Marchés
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CNCA</b>	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
<b>COA</b>	Code d'Obligation de l'Administration
<b>CPAR</b>	Country Procurement Accountability Review
<b>CPM</b>	Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>	Dossier d'Appel à la Concurrence
<b>DAC</b>	Dossier d'Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>DCMP</b>	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DN</b>	Document non obtenu
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>MHA</b>	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
<b>MO</b>	Maître d'Ouvrage
<b>MOD</b>	Maître d'Ouvrage Délégué
<b>N/A</b>	Non applicable
<b>PI</b>	Prestation Intellectuelle
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRM</b>	Personne Responsable des Marchés
<b>PV</b>	Procès verbal
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SN</b>	Société Nationale
<b>SPM</b>	Spécialiste en Passation des Marchés
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>UEMOA</b>	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

# 1. SYNTHÈSE

## 1.1 Déroulement de la mission







### 1.1.1 Contexte général

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivis :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

## 1.1.2 Modalités d'intervention

### 1.1.2.1 Audit de la passation

Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les tâches suivantes :

- ✚ en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2012		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Prestations intellectuelles (PI)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	2	38 725 000	2	38 725 000	100	100
Entente directe (ED)	61	4 141 377 893	61	4 141 377 893	100	100
<b>TOTAL</b>	<b>63</b>	<b>4 180 102 893</b>	<b>63</b>	<b>4 180 102 893</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

- ✚ vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- ✚ examiner et analyser le respect certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- ✚ établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP)

- ✚ analyser l'organisation en général et des structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle ....) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier ; diagnostic approfondi des cellules des marchés.

✚ **faire des vérifications sur :**

- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
- l'immatriculation des contrats ;
- la production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution ;
- l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
- la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ou validation des livrables ;
- la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics, Agences et SPPM et sa correcte application ;
- la qualité du personnel de la cellule de passation des marchés
- la tenue effective des registres de marchés côtés et paraphés ;
- l'application des pénalités de retard prévues ;

- ✚ examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans la réglementation,
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité
- ✚ formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- ✚ demander à l'autorité contractante tous les documents pouvant permettre de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des informations communiquées (états d'exécution budgétaires, balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres....) ;
- ✚ procéder aux recoupements et confirmations d'informations des autorités contractantes par rapport à d'autres sources telles que la DCMP, etc. ;
- ✚ organiser des séances de restitution de notre rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

### **1.1.2.2 Audit de l'exécution physique**

Les marchés du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.



## **1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics**

Concernant le dispositif des marchés publics mis en place au niveau du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement pour la gestion 2012, nous avons constaté les anomalies ci-dessous :

### **a) Concernant le PPM et l'AGPM**

Nous n'avons pas obtenu la preuve de la transmission du PPM à la DCMP et à l'ARMP tel que prévu par l'article 6 du CMP en vigueur.

### **b) Concernant la Commission des marchés :**

- 1 Nous rappelons que le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement a été mis en place par le Décret n° 2012- 429 du 4 avril 2012 portant composition du Gouvernement. A cet effet, l'Arrêté N°003839 portant nomination des membres de la Commission des marchés du Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement au titre de la gestion 2012, date du 22/05/2012.
- 2 Les membres de la commission des marchés ont signé les chartes le 23 mai 2012.

### **c) Concernant la Cellule de Passation des Marchés :**

La Cellule de Passation de marchés n'a pas été mise en place par le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

En effet, un membre de la Cellule de passation de marché de l'ex Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique continue de jouer le rôle de Coordinateur de la Cellule de passation de marchés au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

### **d) Production des rapports trimestriels et annuels**

1. Les rapports trimestriels n'ont pas été produits en violation de l'article premier de l'Arrêté N° 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la cellule de passation des marchés qui mentionne que *la cellule établit les rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP ;*  
Selon nos interlocuteurs, cela est lié à la mise en place tardive du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (avril 2012)
2. Le rapport annuel a été produit en fin d'année et mis à notre disposition.

## 1.3 Constats de l'audit

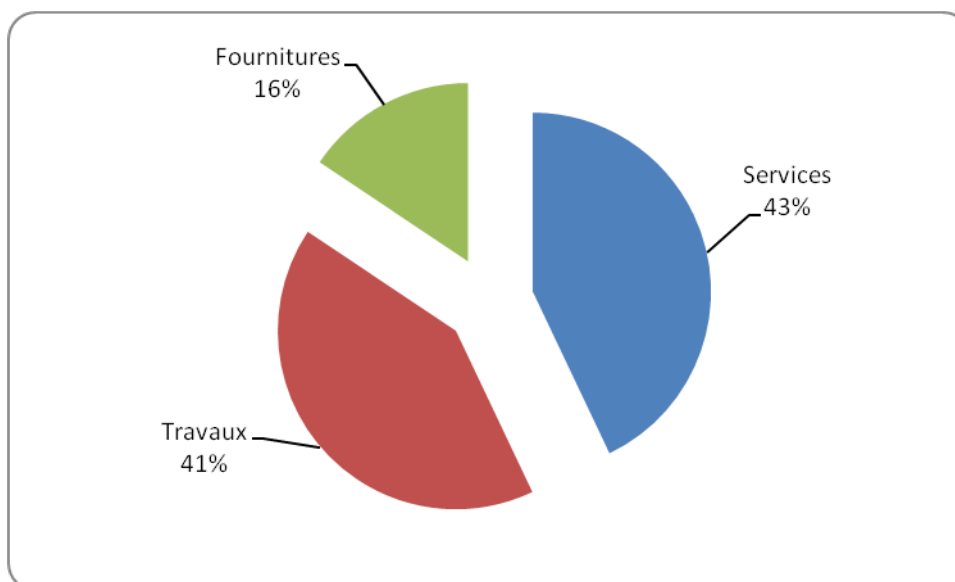
### 1.3.1 Échantillons

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

Cette liste est constituée de 61 Ententes Directes pour un montant 4 141 377 893 FCFA,  
Et deux Demandes de renseignement et de prix pour un montant de 38 725 000 FCFA.

Pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés nous avons sélectionné l'ensemble des ententes directes et des demandes de renseignement et de prix.

La répartition de cet échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe qui suit :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon sélectionné comprend :

- ✚ 43% de marchés de services pour un montant de 1 794 814 766 TTC FCFA ;
- ✚ 41% de marchés de travaux pour un montant de 1 732 047 159 TTC FCFA ;
- ✚ 16% de marchés de fournitures pour un montant de 653 240 968 TTC FCFA.

### 1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Pour la gestion 2012, nous avons relevé les constats généraux suivants relatifs à la passation des

#### ➤ Sur les Ententes directes :

Dans le cadre de la stratégie nationale de gestion des inondations, le comité de lutte contre les inondations à disposé d'un budget réservé à la réalisation de diverses actions prévues dans la matrice d'actions prioritaires. Celle-ci constitue des solutions immédiates destinées à soulager les populations sur la quasi totalité du territoire national. L'acquisition de produits phytosanitaires fait partie des actions retenues à réaliser en urgence.

- ✚ La garantie de bonne exécution égale à 5% du montant du marché n'a pas été fournie pour la totalité des 61 ententes directes revues ;
- ✚ Les dispositions effectives permettant le contrôle effectif des coûts de revient ne sont pas prises en compte dans certains contrats ;
- ✚ Nous n'avons pas pu vérifier la transmission régulière des informations financières par le titulaire ;
- ✚ les contrats ne mentionnent pas de pénalités de retard ;
- ✚ les contrats n'ont pas été soumis pour approbation ;
- ✚ L'avis favorable de la DCMP n'a pas été obtenu sur certaines ententes directes ;
- ✚ Certains contrats ne portent pas de date de signature ;
- ✚ La date de quelques procès verbaux de réception et/ou d'attestation de service fait est antérieure à la date de signature du contrat ;
- ✚ L'entente directe relative à la « Fourniture de matériel informatique » attribuée à OUMOU Informatique pour un montant de 33 688 500 FCFA TTC, n'était pas prévu dans le Fond spécial de gestion des inondations.

#### ➤ Sur les DRP :

- ✚ Pour les deux DRP ci-dessous : la DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP sachant que les montants des contrats dépassent largement les seuils fixés par l'article 78 du code des marchés publics de 2011 :
  1. « Travaux d'entretien et de curage du CANAL de l'ENA » d'un montant de 17 825 000 FCFA ;
  2. « Réalisation d'une mission d'étude pour l'assainissement de la banlieue de Dakar dans le cadre du plan d'urgence 2012-2013 », d'un montant 20 900 000 FCFA.
- ✚ Les contrats n°029/MHA/DAGE et n°030/MHA/DAGE n'ont pas été enregistrés au niveau des impôts.

### 1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Concernant la passation des marchés du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement pour la gestion 2012, nous avons relevé les anomalies suivantes :

➤ **Sur les ententes directes**

- L'avis favorable de la DCMP n'a pas été obtenu sur les marchés ci – dessous :
  - « Fourniture de produit phytosanitaire » attribué à TOUBA SANTE d'un montant de 40 000 000 FCFA ;
  - « Fourniture de Motopompes et de tuyaux », attribué à Sénégal Salubrité SELLAL pour un montant de 23 750 000 FCFA TTC.
- Pour le marché de « Fourniture de produit phytosanitaire » attribué à TOUBA SANTE d'un montant de 110 000 000 FCFA, la date de signature du contrat n'est pas précisée. De plus la livraison devait se faire dans les 15 jours après notification du marché. Or, le marché a été notifié le 26/11/2012 alors que le Bon de Livraison date du 05/09/2012. La livraison s'est donc déroulée bien avant la signature du contrat.
- Le bordereau de livraison du marché « Fourniture de Motopompes et de tuyaux » attribué à Sénégal Salubrité SELLAL n'a pas été daté, ni signé. Ce qui ne nous permet pas de vérifier les éventuels retards par rapport aux délais de livraison prévus dans le contrat.
- Pour le marché « Locations de camions pompeurs pour le pompage et l'évacuation des eaux de pluie » attribué à SOSEAT d'un montant de 38 525 000 FCFA TTC, l'attestation de service fait a été dressé le 15 octobre 2012, par l'adjoint au préfet, assurant que SOSEAT a effectué du 29 septembre 2012 au 12 octobre 2012 les chargements dans le cadre de l'exécution du présent marché. Or le contrat a été signé que le 29 novembre 2012, ce qui veut dire que la date de l'attestation est antérieure à la date de signature du contrat.
- Il en est de même pour les deux marchés ci dessous, où la date de réception des travaux est antérieure à la date de signature du contrat :
  - « Réalisation de tranchées drainages des eaux pluviales à KEUR MBAYE FALL » pour un montant de 18 317 000 FCFA.
  - « Travaux de réalisation de tranchées drainantes des eaux vers le lac de WOUROUWAYE des quartiers Moussa Gueye », pour un montant de 19 883 750 FCFA.
- Par ailleurs, nous n'avons pas obtenu :

- le contrat du marché « Pompage des eaux par camions pompeurs », attribué à FANTY PROMO INVEST.
- l'attestation de service fait pour les marchés « Mise à disposition de locaux pour entreposage et le service de gardiennage » attribué à GOL équipe pour un montant de 4 237 288 FCFA et « Mise à disposition sans force motrice d'une pompe de 5000 M3/heure de débit normal », attribué à COBATER pour un montant de 21 150 000 FCFA.
- le procès verbal de réception pour le marché « Fourniture de petit matériel en appui aux services de base », attribué à Distribution plus pour un montant de 9 870 000 FCFA.

➤ **Sur les DRP**

Notre revue a porté sur la totalité des deux DRP du Ministère et nous avons relevé que :

- Pour les DRP : « Travaux d'entretien et de curage du CANAL de l'ENA », attribué ETS AMADOU Mbodj pour un montant de 17 825 000 FCFA, et la « Réalisation d'une mission d'étude pour l'assainissement de la banlieue de Dakar dans le cadre du plan d'urgence 2012-2013 », attribué à ERCE pour un montant de 20 900 000 FCFA :
  - Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat, ni d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires, ni d'un bordereau de prix.
  - Les contrats ne prévoient pas de clauses de pénalité de retard.

### **1.3.4 Cas de fractionnement potentiel**

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel.

### **1.3.5 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière**

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur l'exécution financière.

Cependant, nous n'avons pas reçu le SIGFIP pour réaliser les contrôles nécessaires.

## 1.4 Recommandations

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
<b>Dispositif Organisationnel</b>			
1	La Cellule de Passation des marchés n'a pas été mise en place par le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.	Nous recommandons au MHA de nommer la Cellule de Passation des marchés conformément à l'article 35 du CMP et à l'Arrêté relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics	La CPM est nommée par arrêté n° 8866 du 12/06/13.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
<b>ENTENTES DIRECTES</b>			
1	La garantie de bonne exécution égale à 5% du montant du marché n'a pas été fournie pour toutes les ententes directes.	Nous recommandons au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement de faire appliquer toutes les dispositions du contrat.	<i>Le Ministère prend bonne note de cette recommandation.</i>
2	Les dispositions effectives permettant le contrôle effectif des coûts de revient ne sont pas prises en compte dans certains contrats.	Nous recommandons au MHA de faire appliquer le contrôle effectif des coûts de revient conformément à l'article 76 du CMP en vigueur.	<i>Nous y veillerons.</i>
3	Nous n'avons pas pu vérifier la transmission régulière des informations financières par le titulaire.	Nous recommandons au MHA de faire appliquer le contrôle effectif des coûts de revient conformément à l'article 76 du CMP en vigueur.	<i>Nous y veillerons.</i>
4	Les contrats ne mentionnent pas de pénalités de retard.	Nous recommandons au MHA de prévoir des pénalités de retard dans les contrats.	<i>Le Ministère a pris note.</i>
5	Les contrats n'ont pas été soumis pour approbation.	Nous recommandons au MHA de faire approuver tous les contrats par l'Autorité Compétente sous peine de nullité conformément à l'article 29 du CMP en vigueur.	<i>Les contrats régis par l'article 29 du CMP ont été approuvés par l'autorité compétente avant immatriculation par la DCMP.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
6	L'avis favorable de la DCMP n'a pas été obtenu sur certaines ententes directes.	Nous recommandons au MHA d'obtenir l'avis favorable de la DCMP sur toutes les ententes directes sous peine de nullité conformément à l'article 76 du CMP en vigueur.	<i>L'avis de la DCMP a été requis pour la quasi-totalité des marchés par entente directe.</i>
7	Certains contrats ne portent pas de date de signature.	Nous recommandons au MHA de faire dater tous les contrats signés.	<i>Le Ministère a pris note.</i>
8	La date de quelques procès verbaux de réception et/ou d'attestation de service fait est antérieure à la date de signature du contrat.	Nous recommandons au MHA de respecter la chronologie de la procédure de passation de marché.	<i>Nous y veillerons.</i>
9	L'entente directe relative à la « Fourniture de matériel informatique » attribuée à OUMOU Informatique pour un montant de 33 688 500 FCFA TTC, n'était pas prévu dans le Fond spécial de gestion des inondations.	Nous recommandons au MHA d'obtenir l'avis favorable de la DCMP sur toutes les ententes directes sous peine de nullité conformément à l'article 76 du CMP en vigueur.	<i>Le Ministère a pris note.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
<b>DRP</b>			
1	La DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP.	Nous recommandons au MHA d'informer la DCMP de l'attribution de toute DRP dépassant le seuil prévu par l'article 78 du CMP en vigueur.	<i>Le Ministère a pris note.</i>
2	Les contrats n°029/MHA/DAGE et n°030/MHA/DAGE n'ont pas été enregistrés au niveau des impôts.	Nous recommandons au MHA de faire enregistrer les contrats au niveau des impôts.	<i>Le Ministère a pris note</i>

## 1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2011

Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement n'a pas fait l'objet de revue de la passation de marchés en 2011.

## **2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT**

### **2.2 Rappel des termes de références**

#### **2.2.1 Contexte de la mission**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.



## 2.2.2 Objectifs de la mission








### 2.2.2.1 Objectif principal

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées à l'annexe 1, ci-joint, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

### 2.2.2.2 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;**
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
-  dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;

- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale,
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

### **2.2.3 Périmètre de la mission**

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ La vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ En fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

## 2.3 Méthodologie de mise en œuvre

### 2.3.1 Approche contradictoire

Ce type de mission requiert la pleine collaboration des Autorités Contractantes, et à ce titre il a été planifié une réunion de démarrage de la mission ou prise de contact avec chaque Autorité Contractante. Au cours des réunions tenues, notre équipe :

- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante avait bien reçu et pris connaissance des correspondances de l'ARMP (en date du 17 janvier 2014) relative au démarrage de la mission et à l'indication du Cabinet devant l'effectuer,
- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante disposait bien des termes de référence de la mission et a fait un rappel sur les modalités de déroulement de la mission et l'importance de la mise à disposition des éléments requis,
- ✚ a rappelé le périmètre de la mission et ses nouveautés par rapport à la revue de l'année précédente : démarrage du contrôle physique simultanément au contrôle documentaire, le cas échéant
- ✚ a insisté sur le partage préalable des résultats de la revue avant la production du rapport provisoire,
- ✚ a rappelé l'importance pour les AC de communiquer ses observations sur le rapport provisoire dans la semaine suivant sa réception,
- ✚ a précisé d'accord partie avec l'AC le calendrier des travaux de terrain et les conditions logistiques y afférentes,
- ✚ a sollicité les documents suivants :
  - Plan de passation des marchés ;
  - Liste des marchés passés ;
  - Balance générale des comptes ou état d'exécution budgétaire détaillé de 2012 ;
  - Grand livres des comptes et tableau de passation 2012 ;
  - Cycle passation et organisation du manuel des procédures en vigueur ;
  - Note sur l'évolution institutionnelle de l'AC le cas échéant ;
  - Rapport d'activités transmis à l'ARMP le cas échéant avant la fin du troisième trimestre.

### 2.3.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention

Notre intervention comprenait **cinq (05) phases** clés tenant compte des finalités poursuivies par la mission. Ces cinq (05) phases clés sont composées d'activités pouvant pour certaines d'entre elles être simultanées.

1. **Cadrage général de la mission ;**
2. **Revue des marchés ;**
3. **Contrôle d'exécution physique ;**
4. **Rapports et restitutions aux AC ;**
5. **Formation.**

PHASE	INTITULE PHASE	N° ACTIVITE	INTITULE ACTIVITE
<b>1</b>	<b>PHASE DE CADRAGE GENERAL DE LA MISSION</b>		
		1.1	Confirmation de notre démarche avec l'ARMP
		1.2	Contact des Responsables des Cellules de Passation de Marchés de chaque Autorité Contractante et obtention des listes de marchés et DRP
		1.3	Détermination des échantillonnages
<b>2</b>	<b>REVUE DES MARCHES</b>		
		2.1	Prise de connaissance des Autorités Contractantes et revue de leur organisation
		2.2	Analyse des pratiques courantes et revue du système de contrôle interne
		2.3	Travaux d'audit
<b>3</b>	<b>CONTROLE D'EXECUTION PHYSIQUE</b>		
		3.1	Confirmation des marchés à contrôler et planification
		3.2	Travaux de contrôle d'exécution physique
		3.3	Rapport de contrôle d'exécution physique
<b>4</b>	<b>RAPPORTS ET RESTITUTIONS AUX AC</b>		
		4.1	Rapports provisoires
		4.2	Présentation des rapports provisoires
		4.3	Ajustements et production des rapports finaux de la phase d'audit du processus de passation et des rapports de synthèse
<b>5</b>	<b>FORMATION</b>		
		5.1	Programmation et conception des modules de formation
		5.2	Délivrance de la formation et compte-rendu

## **2.4 Description des travaux d'audit**

### **2.4.1 Audit de la passation des marchés**





Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les travaux présentés ci-dessous :

#### **2.4.1.1 Revue des textes**








Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante.

#### **2.4.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés**



















Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement pour apprécier la capacité de la structure à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

-  analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du CMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
-  évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
-  contrôle de la régularité des dépenses ;
-  revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

### **2.4.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.**







-  rapprochement du plan de passation des marchés obtenu du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics ;
-  rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés ;
-  rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics ;
-  contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire ;
-  contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, les comptes de charges et d'immobilisation pour s'assurer de la réalité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des marchés ;
-  sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés ;
-  contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

-  à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation ;
-  au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats ;
-  à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes ;
-  au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels ;
-  au contenu des dossiers d'appel à candidatures ;
-  au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner ;
-  au respect des délais de préparation des offres ;
-  au respect des délais de passation des marchés ;
-  au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres ;
-  au contenu des rapports d'évaluation technique des offres ;
-  au contenu des rapports d'évaluation financière des offres ;
-  au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire ;
-  à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable ;
-  au contenu des lettres de notification ;
-  à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis ;
-  à l'information des soumissionnaires non retenus ;
-  au respect des délais d'exécution des marchés ;
-  à la réception effective des biens et services.

## **2.4.2 Audit de l'exécution financière des marchés**

Nos travaux ont consisté essentiellement à vérifier :

-  le respect de l'application des clauses de pénalités ;
-  le contenu des contrats et le respect des dispositions relatives au paiement ;
-  le recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution) ;
-  la conformité aux modèles fournis dans les DAC et la durée de validité ;
-  la vérification de l'habilitation par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement des organismes qui délivrent les garanties ;
-  les paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles.

## **2.4.3 Audit technique**

Les marchés du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.

## **2.5 Constitution de l'échantillon d'audit**

### **2.5.1 Échantillon pour les aspects liés à la passation**

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

Cette liste est constituée de 61 Ententes Directes pour un montant 4 141 377 893 FCFA,  
Et deux Demandes de renseignement et de prix pour un montant de 38 725 000 FCFA.

Pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés nous avons sélectionné l'ensemble des ententes directes et des demandes de renseignement et de prix.

### **2.5.2 Échantillon pour l'audit technique**

Les marchés du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.




### 3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

#### 3.1 Rappels




##### 3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

##### 3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal




Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

-  réalisation de travaux ;
-  d'achat de fournitures ;
-  d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

-  de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
-  de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
-  des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.


Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

-  le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
-  le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;



 les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

 Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

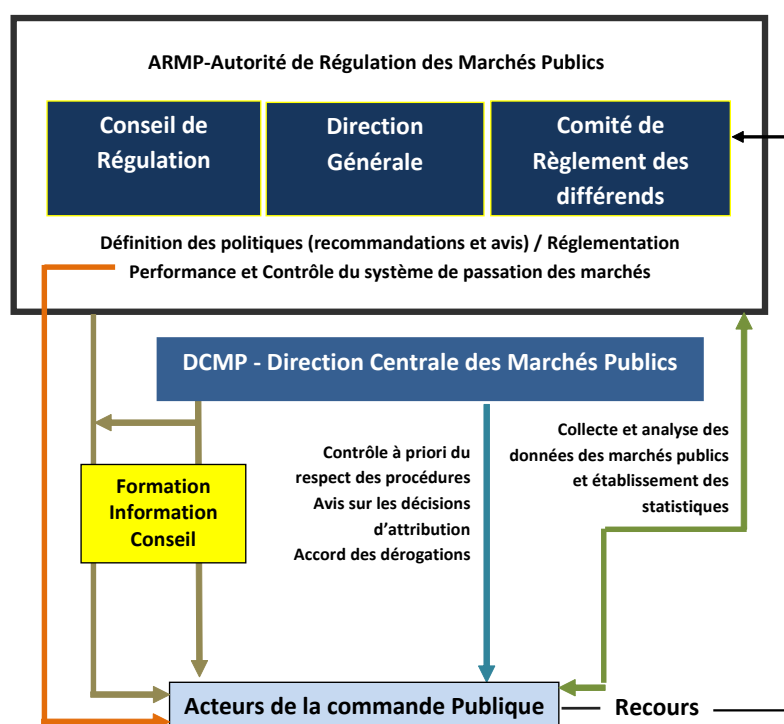
### 3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel

Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) nouvelles structures dont la création met fin à l'existence de la Commission Nationale des Contrats de l'Administration (CNCA) et du Bureau des Marchés du Ministère de l'Économie et des Finances :

- ✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP ;
- ✚ la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP ;

dont les rôles clés sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



### **3.1.2 Principes**

#### **3.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)**

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

#### **3.1.2.2 Durée des marchés (article 14 du CMP)**

La durée d'un marché est fixée en tenant compte de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique. Elle ne peut être en principe supérieure à un an, sauf dans les conditions fixées à l'alinéa 2 de l'article 14 du CMP et dans le cadre de marchés à commande et de clientèle, conformément aux dispositions du chapitre VI du Titre II du CMP.

### 3.1.2.3 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN <sup>1</sup> / SA <sup>2</sup> à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

### 3.1.2.4 Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 012785 pris en application de l'article 140 du CMP)

La Direction chargée du contrôle des marchés publics assure le contrôle a priori des procédures de passation de marchés. A ce titre, la Direction chargée du contrôle des marchés publics :

- ✚ émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant :
  - les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles, quel que soit le montant ;
  - les marchés que l'autorité contractante souhaite passer par appel d'offres restreint ou par entente directe ;
  - les marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances ;
  - les conventions de délégation de service public et les contrats de partenariat ;
  - les avenants aux marchés ci-dessus ou qui ont pour effet de porter le montant du marché au montant du seuil d'examen du dossier ;
- ✚ émet un avis sur le rapport d'analyse comparative des offres ou propositions et sur le procès-verbal d'attribution provisoire du marché établis par la commission des marchés, relatifs aux marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par arrêté du Premier Ministre ;
- ✚ effectue un examen juridique et technique avant leur approbation des projets de marchés pour lesquels elle a indiqué souhaiter faire un tel contrôle lors de l'examen du dossier d'appel à la concurrence ou qui répondent aux conditions de nature et de montants fixés par arrêté du Premier Ministre.

<sup>1</sup> Sociétés Nationales

<sup>2</sup> Sociétés Anonymes

La Direction chargée du contrôle des marchés publics peut également donner un avis sur les dossiers que lui soumettent spontanément les autorités contractantes

### **3.1.2.5 Signature des marchés (articles 27, 28 du CMP)**

La procédure de passation du marché est conduite par la personne responsable du marché, qui est habilitée à signer le marché au nom de l'autorité contractante. Les marchés conclus par une personne non habilitée à cet effet sont nuls et de nullité absolue.

L'autorité contractante peut désigner d'autres personnes responsables des marchés, en précisant les catégories et les montants des marchés pour lesquels celles-ci disposent des compétences de personnes responsables de marchés.

Les personnes responsables des marchés chez les différentes autorités contractantes sont respectivement :


- Pour les marchés de l'Etat et dans chaque département ministériel: le Ministre chargé du département concerné, qui est responsable des marchés passés par les services centraux, des marchés passés dans la Région de Dakar et des marchés des agences ou organismes non dotés de la personnalité morale relevant de son département;
- Pour les marchés de l'Etat passés dans les régions autres que la Région de Dakar : le Gouverneur de région.
- Pour les marchés des collectivités locales : les présidents de conseil régional, les maires et les présidents de conseil rural ou leurs représentants dûment habilités, sont responsables respectivement des marchés à passer par les régions, les communes et les communautés rurales.
- Pour les marchés des établissements publics, agences et autres organismes ayant la personnalité morale, visés à l'article 2.1 d) du décret : l'organe exécutif désigné conformément aux règles qui leur sont applicables.
- Pour les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire, le directeur général, quel qu'en soit le montant.

### 3.1.2.6 Approbation des marchés (article 29 du CMP)


L'acte d'approbation, matérialisé par la signature de l'autorité compétente à ce titre, est la formalité administrative nécessaire pour donner effet au marché public.

Dans tous les cas, les fonctions d'autorité signataire et d'autorité approbatrice ne peuvent être cumulées.

Les autorités compétentes pour l'approbation des marchés sont présentées dans les tableaux qui suivent :

 pour les marchés des administrations centrales de l'Etat :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché $\geq$ 100 000 000	Ministre chargé des finances
100 000 000 > marché $\geq$ 50 000 000	Ministre dépensier
Marché < 50 000 000	- Ministre dépensier pour la région de Dakar
	- Gouverneur de région excepté Dakar

 pour les marchés des collectivités locales :

Les marchés des collectivités locales dont les montants sont indiqués dans le tableau ci-dessous sont approuvés par le représentant de l'Etat :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)		
Caractéristiques	Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Toutes les régions (Conseils régionaux)	marché $\geq$ 100 000 000	Gouverneur de région
- Villes de la région de DAKAR - Communes chef-lieux de région - Communes d'un budget $\geq$ 300 000 000	marché $\geq$ 50 000 000	Préfet
Autres communes	marché $\geq$ 15 000 000	Préfet
Communautés rurales	marché $\geq$ 15 000 000	Sous-préfet

Les marchés d'un montant inférieur aux seuils fixés au présent alinéa ne sont pas soumis à la formalité d'approbation.

- ✚ Les marchés des établissements publics, agences et autres organismes dotés de la personnalité morale :

<b>SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)</b>	
<b>Montant du marché</b>	<b>Autorité chargée de l'approbation</b>
Marché $\geq$ 150 000 000	Ministre chargé des finances
150 000 000 > marché $\geq$ 50 000 000	Président du Conseil d'Administration
Marché < 50 000 000	Directeur de l'établissement

En cas d'avenant, le montant à prendre en considération est constitué par le cumul du montant initial du marché et du montant des avenants.

Lorsque l'avenant a pour effet de faire passer le montant du marché en dessous du seuil pour lequel l'autorité approbatrice a compétence, celle-ci reste compétente.

### 3.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP)
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

## **3.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics**

### **3.2.1 Responsabilité des MO et MOD**

#### **3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la CPM**

##### **a°) Composition de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés**

Les cellules de passation de marchés des autorités contractantes, visées à l'article 35 du Code des Marchés publics, sont chargées de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement des commissions des marchés des autorités contractantes.

##### **b°) Les modalités de fonctionnement**

La CPM MPEM est responsable des activités suivantes :

- ✚ l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- ✚ l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- ✚ l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- ✚ le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services;
- ✚ l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- ✚ l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés publics ;
- ✚ l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- ✚ la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés;
- ✚ l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés;
- ✚ la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- ✚ l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics;
- ✚ la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit ou d'inspection des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés publics;
- ✚ l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction centrale des Marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;
- ✚ l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle a priori, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente.



### **3.2.1.2 Capacité de lancer des mises en concurrence**




Pour la gestion 2012, nous n'avons pas obtenu les diplômes ou attestations de formation des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés du MHA.

## **3.2.2 Exercice des contrôles**

### **3.2.2.1 Rappels**

#### **Article 139 :**





Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle des dépenses publiques respectivement applicables aux autorités contractantes, le contrôle des marchés publics est assuré par :

-  la Direction chargée du contrôle des marchés publics qui est chargée de contrôler a priori la passation des marchés ;
-  les organes de contrôle interne existant au sein de l'autorité contractante qui effectuent un contrôle a posteriori dans des conditions fixées par chaque autorité contractante.
-  l'Organe chargé de la régulation des marchés publics qui effectue un contrôle a posteriori.

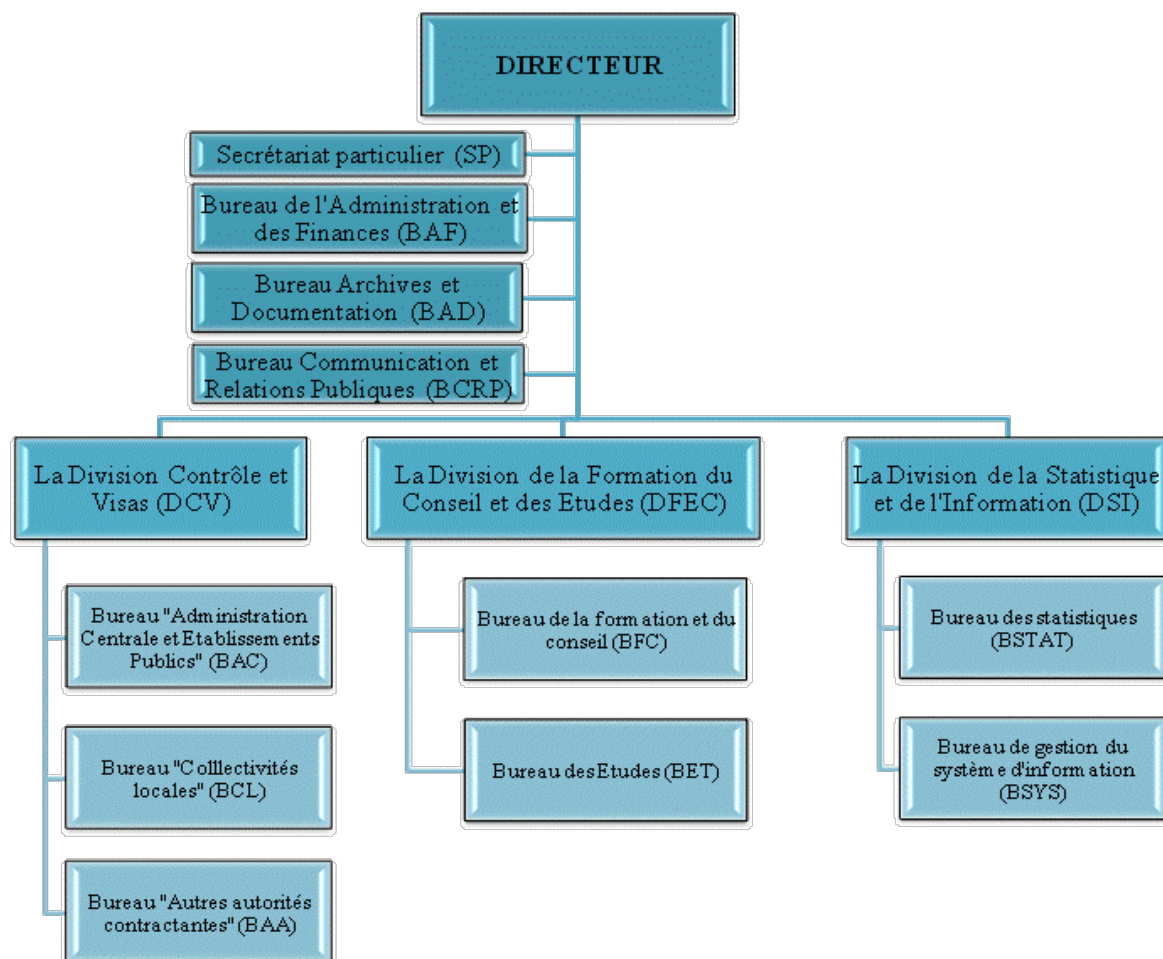
### **3.2.2.2 Exercice des contrôles**

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

-  d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
-  d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
-  d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
-  de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système intentionnel de la passation des marchés.

Soulignons par ailleurs, que les Commissions de Marchés et Cellules de Passation des Marchés jouent elles aussi un rôle important dans le respect de la conformité du processus.







### **3.2.2.3 Fonctionnement de la Commission des Marchés**

Rappelons ici que le CMP prévoit en sa section 4 la mise en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés et, une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des finances après avis de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics.

### **3.2.3 Rappel relatif à la régulation**

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de services publics. Cette mission de régulation a pour objet :

-  d'émettre des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la définition des politiques et de l'assistance à l'élaboration de la réglementation en matière de marchés publics et de délégations de service public ;
-  de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public ;
-  d'exécuter des enquêtes ;
-  de mettre en œuvre des procédures d'audits indépendants ;
-  de sanctionner les irrégularités constatées ;
-  de procéder au règlement non juridictionnel des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés publics et des délégations de service public, ou de rendre des avis dans le cadre du règlement amiable des litiges nés à l'occasion de leur exécution.

L'ARMP est composée de trois organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends et la Direction Générale.

## **4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

### **4.1 Constats généraux**

#### **4.1.1 Constats de carence documentaire**

##### **4.1.1.1 Carence documentaire concernant la passation**

Concernant la passation nous avons relevé les constats ci-dessous :

##### **a) Concernant le PPM et l'AGPM**

Nous n'avons pas obtenu la preuve de la transmission du PPM à la DCMP et à l'ARMP tel que prévu par l'article 6 du CMP en vigueur.

##### **b) Concernant la Commission des marchés :**

- 1 Nous rappelons que le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement a été mis en place par le décret n° 2012- 429 du 4 avril 2012 portant composition du Gouvernement.
- 2 C'est pourquoi l'arrêté N°003839 portant nomination des membres de la Commission des marchés du Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement au titre de la gestion 2012, date du 22/05/2012.
- 3 Les membres de la commission des marchés ont signé les chartes le 23 mai 2012.

##### **c) Concernant la Cellule de Passation des Marchés :**

La Cellule de Passation de marchés n'a pas été mise en place par le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement. En effet, un membre de la Cellule de passation de marché de l'ex Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique continue de jouer le rôle de coordonnateur de la Cellule de passation de marchés au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

##### **d) Production des rapports trimestriels et annuels**

Etant donné la mise en place tardive du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (avril 2012), les rapports trimestriels n'ont pas été produits. Seul le rapport annuel a été produit en fin d'année.

##### **4.1.1.2 Carence documentaire concernant l'exécution financière**

Concernant l'exécution financière des marchés du MHA, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

## **4.1.2 Fractionnements potentiels**

### **4.1.2.1 Rappels**

#### ***Article 54.5 du CMP :***

Les autorités contractantes ne peuvent en aucun cas fractionner les dépenses ou sous estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du CMP.

### **4.1.2.2 Évaluation des fractionnements potentiels**

Nous n'avons pas relevé des cas de fractionnement.

## **4.2 Audit de la passation des marchés**

### **4.2.1.1 Dossier d'appel à la concurrence**

#### **4.2.1.2 Rappels**

#### ***Appel d'Offres Ouvert***

#### ***Article 58 du CMP :***

Le dossier d'appel à la concurrence contient la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats selon la procédure choisie, à savoir:

- a) les pièces relatives aux conditions de l'appel à la concurrence : la référence à l'avis d'appel d'offres ou à l'avis d'appel à candidatures, ou la lettre de consultation, ainsi que le règlement de la procédure, sauf si les informations figurant dans l'avis d'appel à la concurrence sont suffisantes eu égard à la procédure et au marché concernés ;
- b) les pièces constitutives du futur marché, notamment : projet, date de soumission, cahier des prescriptions spéciales, cahier des clauses administratives générales, cahier des clauses techniques générales, autres pièces requises en fonction de l'objet du marché ;
- c) des informations communiquées par l'autorité contractante à titre indicatif en vue de faciliter l'établissement de leurs offres par les candidats, qui ne sont pas des pièces constitutives du marché.

Les projets de dossiers d'appel à la concurrence concernant les marchés répondant aux conditions de montant ou d'objet fixées par Arrêté du Ministre chargé des Finances sont soumis à la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics, conformément aux dispositions du Titre VI du présent décret.

Le dossier d'appel à la concurrence est remis aux candidats gratuitement ou à des conditions financières stipulées dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans la lettre de consultation.





Lorsque le dossier d'appel à la concurrence n'est pas remis gratuitement, ces conditions financières doivent être fixées de façon à ne pas dépasser les frais engagés pour le reproduire et le remettre aux candidats. Toutefois, dans ce dernier cas, un exemplaire du dossier devra être disponible pour être consulté gratuitement sur place par les candidats qui le souhaitent.

### ***Demande de renseignement et de Prix***

#### ***Article 78 du CMP :***

L'autorité contractante peut ne pas recourir à une des procédures d'appel d'offres prévues par le Chapitre 4 du titre II pour les travaux, fournitures ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP. La procédure de demande de renseignements et de prix doit alors être utilisée.

Dans ce cas, sous réserve de l'application d'autres procédures spécifiques ou de règles prévues par d'autres dispositions législatives ou réglementaires, l'autorité contractante :

-  choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché ;
-  sollicite simultanément, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (5) entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible ;
-  doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ;
-  attribue le marché au candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins disante et rédige un procès-verbal d'attribution et informe les candidats dont les offres n'auront pas été retenues.

Les marchés concernés donnent lieu :

- a) à des contrats écrits de forme libre. Par dérogation, les commandes répondant à des conditions de montant et de nature spécifiées par arrêté du Ministre chargé des Finances peuvent être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- b) à publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils fixés par l'arrêté visé au paragraphe précédent ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché.

## **4.2.2 Constats sur le dossier d'appel à la concurrence**

### **4.2.2.1 Commentaire**

**AOO**

Non applicable.

## **4.2.3 Constat sur les lettres d'invitation des candidats**

### **4.2.3.1 Commentaire**

**DRP**

Pour les DRP : « Travaux d'entretien et de curage du CANAL de l'ENA », attribué ETS AMADOU Mbodj pour un montant de 17 825 000 FCFA, et la « Réalisation d'une mission d'étude pour l'assainissement de la banlieue de Dakar dans le cadre du plan d'urgence 2012-2013 », attribué à ERCE pour un montant de 20 900 000 FCFA, les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat, ni d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires, ni d'un bordereau de prix.

## **4.2.4 Constat sur la réception et le dépouillement des offres**

### **4.2.4.1 Commentaire**

**AOO**

N/A

**DRP**

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

## **4.2.5 Constat sur l'évaluation des offres et l'attribution des marchés**

### **4.2.5.1 Commentaire sur l'évaluation des offres**

**AOO**

N/A.

#### **4.2.5.2 Commentaire sur l'Attribution des marchés**

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

#### **4.2.5.3 Commentaire sur l'évaluation des offres**

##### **DRP**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant l'évaluation des DRP.

#### **4.2.5.4 Commentaire sur l'Attribution des marchés**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant l'évaluation des DRP.

### **4.2.6 Cas particulier des marchés passés par entente directe**

#### **4.2.6.1 Rappels**

##### **Article 76 du CMP :**

Les marchés sont passés par entente directe lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions avec un ou plusieurs opérateurs économiques et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu.

Un marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle des prix spécifiques durant l'exécution des prestations.

Il ne peut être passé de marchés par entente directe qu'après :

1. autorisation de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :
  - a) pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
  - b) pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres et que le marché complémentaire ne porte que sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initial conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.
2. avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :



- a) Pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige.

Sont considérés comme secrets :

- i. les marchés de fournitures, services et travaux passés pour assurer les besoins de la défense nationale et concernant :
- Les marchés de fournitures et de services qui ont pour objet la conception, l'essai, l'expérimentation, la réalisation, l'acquisition, le maintien opérationnel, l'utilisation ou la destruction des armes, munitions et matériels de guerre ;
  - Les marchés de fournitures qui ont pour objet la réalisation de démonstrateurs ou de prototypes d'armes, munitions ou matériels de guerre ;
  - Les marchés de fournitures qui ont pour objet les composants, les outillages, les consommables et les moyens d'évaluation et d'essais, spécifiquement conçus pour la fabrication, l'emploi ou le maintien en condition opérationnelle des armes, munitions et matériels de guerre ou l'emploi des armes, munitions et matériels de guerre ou concourant à leur efficacité militaire ;
  - Les marchés de service qui présentent un lien direct avec la stratégie militaire ou l'emploi des armes et qui ont pour objet soit les études exploratoires et les études technico-opérationnelles relatives aux équipements futurs, les études biologiques, médicales, hydrographiques, soit les études prospectives ;
  - Les marchés de travaux directement liés à la réalisation, l'emploi, le maintien en condition opérationnelle et l'évaluation des armes, munitions et matériels de guerre ;
- ii. les marchés portant sur des fournitures, services et travaux :
- destinés à des fins de défense civile. Ces marchés portent sur des prestations visant à assurer l'ordre public, la protection matérielle et morale des personnes et la sauvegarde des installations et ressources d'intérêt général ainsi que l'appui au maintien ou au rétablissement de la liberté d'action des autorités militaires sur l'ensemble du territoire ;
  - relatifs à la sécurité nationale passés en vue de prévenir une menace, notamment terroriste, et plus généralement de prestataires, qui du fait de leurs prestations, accèdent à des informations ou domaines sensibles dont la divulgation pourrait porter atteinte à la sécurité et la sûreté de l'Etat et à son potentiel scientifique et économique. Relèvent notamment de ces marchés, les travaux qui doivent être exécutés dans l'espace présidentiel particulièrement au Cabinet du Président de la République, au Palais de la République et ses annexes.
  - les marchés passés en vertu d'un accord international relatif à la participation des troupes sénégalaises à des opérations de maintien de la paix ;
- b) Les marchés pour lesquels, l'urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieurs à l'autorité, n'est pas compatible avec les délais et règles de forme exigés par la procédure d'appel ouvert ou restreint ;

- c) les marchés passés dans le cadre des mesures de mobilisation générale et de mise en garde.

Pour les marchés visés aux paragraphes b) et c), l'organe chargé du contrôle des marchés publics en avise dans les vingt quatre heures. Ce délai passé, pour poursuivre la procédure, l'autorité contractante doit s'en référer au Premier Ministre qui décide de la continuation ou non de la procédure.

Dans tous les cas, en cas d'avis négatif émis par la DCMP, l'autorité contractante, qui en informe le Premier Ministre, ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends près l'Organe chargé de la régulation des marchés publics d'une requête motivée, accompagnée de l'avis contesté dont copie est transmise au Premier Ministre.

Le Premier Ministre peut certifier par notification écrite à l'Organe chargé de la régulation des marchés publics et à celui chargé du contrôle des marchés publics que, pour des raisons tenant aux circonstances exceptionnelles du cas concerné impliquant des motifs impérieux d'intérêt général, l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement.

#### **4.2.6.2 Commentaires**

Dans le cadre de la stratégie nationale de gestion des inondations, le comité de lutte contre les inondations à disposé d'un budget réservé à la réalisation de diverses actions prévues dans la matrice d'actions prioritaires. Celle-ci constitue des solutions immédiates destinées à soulager les populations sur la quasi totalité du territoire national. L'acquisition de produits phytosanitaires fait partie des actions retenues à réaliser en urgence.

Nous avons relevé 66 ententes directes dont les constats sont détaillés au point 1.3.2.

### **4.2.7 Délais de passation des marchés**

#### **4.2.7.1 Rappels**

##### **Article 63 du CMP**

En fixant les délais de réception des offres et des demandes de participation, l'autorité contractante tient compte en particulier de la complexité du marché et du temps nécessaire pour préparer les offres, sans préjudice des délais minimaux fixés par le présent article.

Dans les procédures d'appels d'offres ouverts, avec ou sans qualification, ou d'appels d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence, dans le cas d'appels d'offres nationaux. Ce délai est de 45 jours calendaires dans le cas d'appels d'offres internationaux et de marchés dont les montants estimés sont supérieurs aux seuils communautaires définis par l'UEMOA.

Dans les procédures d'appels d'offres en deux étapes, le délai minimal de réception des candidatures ou des demandes de participation est de 45 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel à candidatures.

Une réduction de cinq jours maximum des délais de réception des offres, des candidatures ou demandes de participation est possible lorsque l'autorité contractante offre, par moyen

électronique et à compter de la publication de l'avis, l'accès libre, direct et complet au dossier d'appel à la concurrence et à tout document complémentaire, en indiquant dans le texte de l'avis l'adresse Internet à laquelle ces documents peuvent être consultés, sous réserve que ce mode d'accès aux informations réponde aux conditions mentionnées à l'article 57.3 du CMP et compatibles avec la consistance de la commande envisagée.

#### **4.2.7.2 Constats**

##### ***Pour les AOO :***

Les délais requis de (30) jours pour les Appels d'Offres National et de 45 jours pour les Appels d'Offres Internationaux) sont respectés pour l'ensemble des marchés revus.

##### ***Pour les DRP :***

Les délais accordés pour la remise des offres des DRP revues sont raisonnables.

### **4.3 Audit de l'exécution financière**

#### **4.3.1 Consistance des travaux d'audit du volet financier**

##### **4.3.1.1 Concernant l'engagement**

Non n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

##### **4.3.1.2 Concernant le contrôle de la certification et du service fait**

Nous avons vérifié l'existence d'un procès verbal de réception, d'un bon de livraison ou d'un certificat administratif attestant que les travaux ou services ont été réalisés.

##### **4.3.1.3 Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses**

Pour chaque marché sélectionné, nous avons vérifié l'existence :

1. de la facture définitive ;
2. de la copie du moyen de paiement (chèque) déchargé par le fournisseur ou le prestataire.

##### **4.3.1.4 Limites de l'audit de l'exécution financière**

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

#### **4.3.2 Constats d'audit sur le volet d'exécution financière**

##### **4.3.2.1 Production et gestion des garanties contractuelles**

N/A

#### **4.3.2.2 Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses**

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant l'engagement et la liquidation des marchés revus.

#### **4.3.2.3 Réception et paiement des prestations**

Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur le paiement des marchés.

### **4.4 Audit de l'exécution physique**

Les marchés du Ministère ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôle d'exécution physique, validé avec l'ARMP.

## 5. ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES

### 5.1 Liste des Ententes Directes

N°	Intitulé	Attributaire	Montant
1	Mise à jour du Système d'Information Géographique (SIG)	IGN France International	24237851
2	Fourniture de groupes motopompes, de tuyaux et accessoires	SARMATI	8917850
3	Location de camions pompeurs pour l'évacuation des eaux de pluie	MEDIA AFRIQUE	574630500
4	Travaux de Pompage et Evacuation des eaux de pluie	EGNS	82600000
5	Travaux de Drainage des eaux pluviales de Sicap Mbao	HABITAT	623635074
6	Contrôle et supervision des travaux de drainage des eaux pluviales, réalisation de nouveaux canaux et réhabilitation d'anciens canaux à la Sicap Mbao.	SACI	93749999
7	Travaux de pompage et d'évacuation des eaux de pluie	EGX	99120000
8	Réalisation de canal de terre, de bassin de dissipation et d'évacuation des eaux pluviales, de curage et d'entretien des canaux du CICES	BUILD	98811430
9	Location de camions pompeurs pour l'évacuation des eaux de pluie	EMAF	25370000
10	Pompage des eaux de pluie sur la Route Nationale I, sur la Niaye Elton et déplacement du dispositif de pompage	EIFFAGE SENEGAL	232420450

N°	Intitulé	Attributaire	Montant
11	Travaux de création de bâches au droit des exutoires et des pompes des lacs de Thiourour, Wourouwaye et Wouye	EIFPAGE SENEGAL	177035400
12	Travaux d'enlèvement des végétaux au droit des amenées d'eaux et des pompes à la zone de Captage	EIFPAGE SENEGAL	25989500
13	Location de camions pompeurs pour l'évacuation des eaux de pluie	EDK	79502500
14	Location de camions pompeurs pour l'évacuation des eaux de pluie	ETS TOUBA MATERIAUX	408870000
15	Fournitures de matériels phytosanitaires	GMB	89911000
16	Fournitures de produits phytosanitaires	GMB	80000000
17	Travaux de drainage des eaux pluviales vers la mer via le marigot et vers Mbeubeuss et la réalisation d'un système de canalisation	BDTP	171141397
18	Location de camions pompeurs pour évacuation des eaux de pluie	VICAS	356029128
19	Fourniture et Epandage de sable de dune	GALAXY NEGOCE	23600000
20	Travaux d'entretien, de réparation des équipements de la zone de captage	RME	18856400
21	Travaux de réalisation de tranchées drainantes et d'interconnexion des points bas vers les ouvrages de stockage et d'évacuation des eaux pluviales dans la Commune d'arrondissement de Pikine Guinaw Rail.	ADAP SERVICES	24874400
22	Exécution de la stratégie de communication du Conseil sur les inondations	OFBD	23000000
23	Exécution de la stratégie de communication du Conseil sur les inondations	OFBD	20000000

N°	Intitulé	Attributaire	Montant
24	Fourniture, câblage, Pose et raccordement de tableaux électriques de stations de pompage situés à Keur Niang et Touba	EBI	15196978
25	Fourniture et pose de compteurs horaires de stations de pompage situés dans la région de Dakar	EBI	1803040
26	Réalisation de tranchées et pompage des points bas à Fass Mbao	SENCO	24095600
27	Draînage des eaux de pluie pour la réalisation de tranchées, de pose de PVC dans le Hamdalaye Quartier I.NDIAYE vers le bassin de Bagdad.	EDKA	24744600
28	Réalisation de travaux de réhabilitation de réseaux/batteries grilles avaloirs a Guédiawaye (en face du Lycée Limamoulaye et avant SONATEL Guédiawaye)	GIE MBOLLOMI	11322100
29	Fourniture de consommables informatiques	OUMOU INFORMATIQUE	7988600
30	Fourniture de produits phytosanitaires	TOUBA SANTE, Sicap liberté 1, numéro 1317/B, Dakar; RC : SN DKR 2010 M 14682	40 000 000
31	Fourniture de produits phytosanitaires	TOUBA SANTE, Sicap liberté 1, numéro 1317/B, Dakar; RC : SN DKR 2010 M 14682	110 000 000
32	Pompage des eaux par Camions Pompeurs	FANTY PROMO INVEST, SN SLT-2005-E-1793, 16 Hann maristes II dakar.	35 222 458
33	Fourniture de Motopompes et de tuyaux	Sénégal Sallubrité Sellal, 03 boulevard Général Degaulles, RC: SN THS-2006-B-16786	23 750 000
34	location de camions pompeurs pour l'évacuation des eaux de pluie.	Delta Sarl/ N°9 liberté 6 extension_NordVND_RC: SN DKR 2003 M 5150	61 325 000

N°	Intitulé	Attributaire	Montant
35	Locations de camions pompeurs pour le pompage et l'évacuation des eaux de pluie.	SOSEAT sarl (société sénégalaise d'assainissement et de transport), n°417 C ngor, almadies, RC: SN DKR 2012-B-7289	38 525 000
36	Fourniture de matériels informatiques	Oumou Informatique: face centre culturel douda seck, RC SN DKR 2005 B 9916	33 688 500
37	Fourniture de petit matériel en appui au service de base.	GOL EQUIP: RUE 65X52 gueule tapée Dakar, NINEA 19075602B6	9 802 000
38	Mise à disposition de locaux pour entreposage ainsi que le service de gardiennage.	GOL EQUIP: RUE 65X52 gueule tapée Dakar, NINEA 19075602B6	4 237 288
39	Curage et réhabilitation du canal d'évacuation des eaux pluviales du centre de santé de Ouakam pendant l'hivernage 2012.	BUILD, 9634 sacré cœur VDN, NINEA 23361142C2	21 062 500
40	Curage et entretien des canaux principal et annexes du centre de santé de philipe maguilène Senghor de YOFF pendant l'hivernage 2012	BUILD, 9634 sacré cœur VDN, NINEA 23361142C2	14 912 500
41	Réalisation de travaux de curage et d'entretien des canaux d'évacuation des eaux pluviales de yoff virage et yoff ranhar, pendant l'hivernage 2012	BUILD, 9634 sacré cœur VDN, NINEA 23361142C2	14 298 750
42	Réalisation de travaux de curage et entretien du canal de mbeubeuss entre l'unité 10 des parcelles assainies et le lac de mbeubeuss pendant l'hivernage 2012	BUILD, 9634 sacré cœur VDN, NINEA 23361142C2	19 515 000
43	Fourniture de petit matériel en appui au service de base.	DISTRIBUTION PLUS, pompidou dakar, immeuble sokhna ANTA, ninea: 00890708C2	9 870 000
44	Locations de camions pompeurs pour l'évacuation des eaux de pluies	GROUPE MAT FIS. Snathiaba rufisque, NINEA 00890708C2	13 200 000



N°	Intitulé	Attributaire	Montant
45	Location de camion pompeur pour évacuation des eaux de pluies.	EBGET, cité barry et ly, NINEA 40077132T1	6 800 000
46	Mise à disposition sans force motrice d'une pompe de 5000 M3/heure de débit normal.	Compagnie de batiment et terrassement (COBATER), rue 2 X point E, NINEA 004033742 2V2;	21 150 000
47	Fourniture de petit matériel en appui au service de base.	Entreprise Générale BENG: 15X corniche, NINEA 28348792BA	9 330 000
48	Fourniture de petit matériel en appui au service de base.	GIE FEMME ACTION: (FA 2000), HLM Maristes villa n°271, NINEA 04688602	12 347 600
49	Travaux d'éclairage de bassins	Sénégalaise de l'Electricité et de l'Hydraulique, Ouest foire cité Mame rane, NINEA 04580595	5 100 500
50	Travaux de drainage par la réalisation de tranchées et pompage des points bas à yeumbeul nord quartiers cheikh sy et cabane.	Entreprise Sénégalaise de Construction (SENCO) sacrée cœur III, VDN, NINEA 004464100172V1	20 187 500
51	Curage et entretien du canal de la ZAC de MBAO, conformément au devis joint en annexe. 12/Sept/2012	Entreprise Sénégalaise de Construction (SENCO) sacrée cœur III, VDN, NINEA 004464100172V1	20 590 000
52	Réalisation de travaux de drainage par la réalisation de tranchées et pompage des eaux de pluies des quartiers darou salam et taiba grand dakar et keur massar.	Etablissement Diacksao Keur Abdou (EDKA), sacré cœur III VDN, NINEA 004468741 V1	20 970 000
53	Réalisation de travaux de drainage par la réalisation de tranchées et pose de pvc dans les quartier SALL, BAKA NDAW, SEYDOU KASSE, BARA FAYE et MAME MOR GUEYE à BENE BARAQUE vers le lac WOUROUWAYE; conformément au devis joint en annexe.	Entreprise TOUBA NEGOCE Internationale (TNI)? Pikine n°2370/K, NINEA : 24999962D2	19 825 000

N°	Intitulé	Attributaire	Montant
54	Réalisation de travaux de drainage par la réalisation de tranchées dans le malika montage vers le réseau JAXAAY du bassin versant du lac WOUYE.	Entreprise TOUBA NEGOCE Internationale (TNI)? Pikine n°2370/K, NINEA : 24999962D3	19 360 000
55	Réalisation de travaux de drainage par la réalisation de tranchées et pompage des eaux dans les écoles de SAM-SAM 3 vers le réseau de canalisation du PAPCREE	Entreprise TOUBA NEGOCE Internationale (TNI)? Pikine n°2370/K, NINEA : 24999962D4	19 530 000
56	Travaux de réhabilitation de l'ancienne conduite de refoulement entre le bassin de captage et le bassin d'infiltration du pont sénégal 92.	GIE Faye Multiservice: khar Yalla Bagdad villa n°106, NINEA 23398031 R6	4 582 750
57	Mise à disposition d'équipe d'entretien de motopompes au niveau du bassin de captage du pont sénégal 92.	GIE Faye Multiservice: khar Yalla Bagdad villa n°106, NINEA 23398031 R7	2 287 500
58	Travaux de réhabilitation de la conduite de relèvement de TOUBA.	GIE Faye Multiservice: khar Yalla Bagdad villa n°106, NINEA 23398031 R8	3 253 500
59	Locations engins de manutention et de transport pour divers travaux de remblais pendant l'hivernage, conformément à la facture proforma jointe en annexe.	OZE Suarl, cité COMICO VDN 14A, Ninea: 2700372R2	21 000 000
60	Travaux de réalisation d tranchées drainantes des eaux vers le lac de wourouwaye des quartiers Moussa Gueye, Ibra Kébé.	OZE Suarl, cité COMICO VDN 14A, Ninea: 2700372R3	19 883 750
61	Réalisation de tranchées drainages des eaux pluviales à Keur Mbaye Fall.	OZE Suarl, cité COMICO VDN 14A, Ninea: 2700372R4	18 317 000

## 5.2 Liste des DRP

N° d'ordre	Objet du marché	Attributaire	Montant TTC en F CFA
1	travaux d'entretien et de curage du CANAL de l'ENA	ETS amadou Mbodj, sicap liberté 6, villa n°548, NINEA: 00443545V1	17 825 000
2	Réalisation d'une mission d'étude pour l'assainissement de la banlieue de Dakar dans le cadre du plan d'urgence 2012-2013	ERCE: DAKAR PONTY, NINEA 25565722R2	20 900 000